

La russification des esprits

Par Cécile Vaissié

Beaucoup en France ont adopté la vision du monde que Poutine s'efforce de répandre. Qu'ils viennent de la gauche ou de la droite, ils condamnent l'interventionnisme occidental et justifient l'impérialisme russe.

À propos de : Wiktor Stoczkowski, *Penser comme Poutine. Une menace pour nos démocraties*, Paris, Éditions du Cerf, 2026, 316 p., €21,90, ISBN 9782204175234.

Anthropologue et Directeur d'études à l'EHESS (Paris), Wiktor Stoczkowski n'a aucune complaisance pour la « dictature russe » qu'il évoque, ni pour la guerre que celle-ci a déclenchée contre l'Ukraine. Il sait parfaitement – y compris grâce aux travaux publiés en France ces dix dernières années – que Moscou mène des actions volontaristes et coûteuses pour convaincre les populations occidentales de ses arguments et affaiblir l'Occident. Il signale ainsi que le Kremlin finance secrètement des partis dans une vingtaine de pays, dont la France, que des équipes basées en Russie disséminent en ligne des messages ayant pour objectifs de semer la discorde en France et de saper le soutien à l'Ukraine, et que, « selon une source au sein des services de renseignement français, plus de 2 000 producteurs de contenus européens, dont des Français, ont été approchés par des agents russes pour répandre la désinformation » (p. 12-13). Ces opérations sont supervisées au plus haut niveau par Sergueï Kirienko, ancien Premier ministre et actuel Directeur adjoint de l'Administration présidentielle – l'ancien poste de Vladislav Sourkov, le « Mage du Kremlin ».

Mais ce qui intrigue Stoczkowski, c'est que des Français, se prétendant « réalistes », « parlent comme Poutine », parce qu'ils « pensent comme Poutine »

(p. 51). Il entend donc expliquer pourquoi ceux-ci – politiciens, journalistes, leaders d’opinion, chercheurs spécialistes de la Russie, et autres – partagent la vision du monde du dirigeant russe, sans pour autant avoir été achetés, ni avoir fait l’objet de chantages ou de « mesures actives » particulières – ce qui ne veut pas dire que ceux-ci n’aient pas lieu. En effet, explique Stoczkowski, « Poutine n’a pas besoin de nous envahir pour nous asservir. Il lui suffira de nous convaincre que sa vision du monde est juste » (p. 8). C’est donc cette vision du monde et les raisons d’une adhésion à celle-ci en France, que le chercheur analyse en détail.

Mettre à plat la logique de ceux qui « pensent comme Poutine »

Il énumère presque immédiatement les cinq « arguments » développés par ces « réalistes » : l’Occident aurait mené une politique hostile à la Russie et serait à l’origine des problèmes de ce pays ; Poutine aurait changé au fil du temps et serait devenu de plus en plus autoritaire à cause de l’agressivité occidentale ; l’élargissement de l’OTAN à l’Est constituerait une menace pour la Russie ; cette menace aurait été amplifiée par le projet de l’accord d’association entre l’Ukraine et l’Union européenne ; l’Occident aurait agi contre les intérêts russes, en refusant la démilitarisation de l’Ukraine. Mais ces « arguments » sont largement erronés, et Stoczkowski les démonte, un par un, grâce à des faits concrets et des données chiffrées. Il souligne également la logique sous-jacente de tels raisonnements : il s’agit d’attribuer à l’Occident « les conséquences des décisions prises souverainement par les dirigeants successifs du Kremlin » (p. 49).

Allant plus loin, il repère des constantes chez les « poutino-compatibles » : certes, « une bienveillance envers la dictature poutinienne », mais aussi « un souverainisme intransigeant » et « un antiaméricanisme affirmé » (p. 51-52), ces éléments se retrouvant, en France, dans une partie de la gauche et une partie de la droite. Pour reconstituer le mode de pensée de ces « réalistes », il choisit de se concentrer sur l’un d’eux : Hubert Védrine dont Stoczkowski analyse longuement les discours et prises de position, tout en notant que l’ancien ministre des Affaires étrangères n’a pas approuvé l’annexion de la Crimée et a condamné l’invasion russe de 2022. Le portrait n’est donc pas à charge, mais il est révélateur et permet de cerner concrètement les logiques internes de ces « réalistes » qui se sont constitué, sur la base

d'arguments erronés, une vision d'un monde qu'ils croient « réel » – et, là encore, Stoczkowski multiplie les données factuelles pour démontrer les failles, les erreurs, les insuffisances et les présupposés de cette « vision du monde ». Il n'hésite pas non plus à parler d'éthique : il note ainsi que Védrine « assimile les valeurs morales aux émotions », et que, pour celui-ci, les unes et les autres s'opposent à la réalisation des objectifs fixés par le seul réalisme politique (p. 61). L'ancien ministre discrédite, ce faisant, les considérations morales en politique.

Stoczkowski démontre aussi, citations à l'appui, que Védrine condamne « l'interventionnisme occidental » (p. 79), mais pas les interventions russes en Géorgie (2008), Ukraine (2014) et Syrie (2015-2016), et le chercheur expose les différences de nature entre les unes et les autres. Il explore alors la conception que ces « réalistes » ont de l'Occident, souvent réduit aux États-Unis, ceux-ci étant vus par eux comme exclusivement négatifs, et il souligne que « l'antiaméricanisme français constitue depuis longtemps une énigme pour les observateurs étrangers » (p. 89). Il analyse également la façon dont ces « réalistes » perçoivent l'histoire du XX^e siècle : ils sont convaincus – comme Poutine – que la disparition de l'URSS a été une rupture majeure, que celle-ci n'était pas souhaitable et que l'Occident a alors abusé de sa position de force.

Opposer des démonstrations factuelles aux « réalistes »

Dense, concrète, chiffrée, la démonstration de Stoczkowski est implacable et renforce implicitement les inquiétudes du lecteur sur l'état de la diplomatie française dont une partie reste très séduite par les approches, soi-disant si « réalistes », d'Hubert Védrine. Certains attermolements, voire erreurs, dans le rapport à la Russie poutinienne s'expliquent sans doute ainsi. Et ce sont d'ailleurs « les conséquences de la vision “réaliste” du monde » (p. 101) qu'explore alors Stoczkowski. Il relève les narratifs non démontrés qui, engendrés par celle-ci, se répandent dans des segments de la société française, à gauche comme à droite : Poutine voudrait faire de la Russie un État moderne ; sa vision du monde ne contredirait pas les intérêts de la France ; les Russes ne pourraient que « rester russes », et non « se transformer en démocrates scandinaves » (p. 105) ... À chaque fois, le chercheur avance des réponses factuelles, pulvérisant ces narratifs. Au passage, il signale que Védrine a rédigé en 2009 une préface élogieuse pour l'édition française d'un livre de Evguéni Primakov, brillant agent du KGB, puis directeur du Service des renseignements extérieurs de Russie

(SVR) de 1991 à 1996, et que l'ancien ministre a repris des éléments de cette préface dans un livre de 2022. Quel aveuglement – soupirez le lecteur ...

Stoczkowski le démontre : la vision poutinienne ou poutino-compatible du monde amène à reconnaître aux grandes puissances le droit d'avoir une zone d'influence et, donc, à admettre que la Russie puisse imposer à l'Ukraine une neutralité ou une finlandisation, qui, soi-disant, rassurerait sa voisine orientale. C'est d'ailleurs aussi dans une « neutralisation de l'Ukraine », avec abrogation des sanctions occidentales, que Védrine verrait le moyen de mettre fin à la guerre entre les deux pays – et il oublie là que l'Ukraine était neutre et volontairement désarmée de 1994, date de la signature du mémorandum de Budapest, à 2014, année de l'attaque de la Crimée ukrainienne par la Russie.

Stoczkowski revient alors sur les « sources de quelques illusions » (p. 125) dans cette conception du monde, et il note qu'il y a là, d'une part, des postulats typiquement français et, d'autre part, « des jugements biaisés que certains milieux politiques de tout l'Occident portent sur la Russie » (p. 125). Pour lui, l'un des pivots de cette doctrine poutino-compatible française est « le thème de la grandeur perdue », que la France aurait pour vocation de recouvrer. Ce thème s'accompagne d'un culte des grands hommes, qui expliquerait l'admiration parfois portée en France à « des dictateurs étrangers auxquels on prête les qualités que l'on voudrait retrouver chez le Sauveur attendu de la patrie » (p. 127). Or, note Stoczkowski, « Poutine peut entrer dans cette catégorie, surtout aux yeux de ceux qui préfèrent croire à ses discours plutôt que regarder ses actes » (p. 127). En outre, la Russie est souvent perçue comme une alliée naturelle de la France, et cela d'autant plus qu'elle serait le principal rival des États-Unis. L'auteur cache à peine sa sidération, rappelant que les États-Unis, envers et malgré tout, sont une démocratie, et la Russie une dictature, qu'ils ont aidé la France au XX^e siècle, militairement et économiquement, alors que « la Russie » – l'URSS, en fait – a mené pendant cette période une politique hostile à la France. Stoczkowski explique cela par des procédés que, pour mieux étudier l'affrontement des idées, il semblait avoir en partie écartés : « l'infiltration par des agents russes des institutions du pays, jusqu'aux plus hauts échelons de l'État », « le soutien à une propagande dont les thèses mensongères ont réussi à pénétrer dans de larges cercles de la société française », « les ingérences dans les élections démocratiques », etc. (p. 128-129). Oui, c'est aussi parce que ces procédés sont à l'œuvre depuis un siècle que certains, en France, « pensent comme Poutine » – et l'on regrette ici que l'auteur utilise trop souvent, dans ses précieux rappels historiques, le terme de « Russie » pour désigner l'URSS, voire celui de « Communauté européenne » pour l'Union européenne.

Il n'empêche que l'extraordinaire complexité de la situation est ainsi dévoilée : certains Français pensent sincèrement « comme Poutine », parce que, depuis un siècle – au moins !, et cette dimension historique mériterait un autre livre –, une propagande incessante et des « mesures actives » très efficaces les encouragent à voir les États-Unis comme l'ennemi et « la Russie » comme un ami naturel. Ce que celle-ci pourrait être, si ses régimes successifs ne menaient pas des politiques liberticides à l'encontre de ses propres peuples et agressives à l'égard de ses voisins.

Dénoncer la méconnaissance occidentale de ce qu'est la Russie

Maîtrisant à la perfection son sujet, Stoczkowski saute d'une décennie à l'autre, de la naïveté du pacifiste britannique Norman Angell (1872-1967) aux aveuglements qui ont accompagné les achats de gaz soviétique par l'Occident et à la loi russe sur les « agents de l'étranger ». Il souligne « l'incompréhension des arcanes du pouvoir russe » (p. 139) par les Occidentaux, à toutes les époques – ce qui s'explique sans doute aussi par le fait que le russe n'est pas suffisamment enseigné en France, voire l'est de moins en moins, et que la classe politique ne le parle généralement pas. Par ailleurs, l'auteur souligne que la Russie demeure, aujourd'hui encore, un « empire colonial », mais que l'Occident hésite à l'admettre parce que cette colonisation ne s'est pas opérée au-delà des mers, comme celles menées par la France ou la Grande-Bretagne. Stoczkowski signale aussi que les rapports entre le pouvoir russe et ses administrés restent « féodaux » – et des intellectuels russes l'ont expliqué, il y a plusieurs années. Il l'écrit noir sur blanc : le pouvoir russe refuse « toute contagion démocratique » (p. 157) et cherche à déstabiliser les démocraties et les pays voisins qui tentent de se démocratiser.

Stoczkowski en revient, là encore, à des exemples de « mesures actives » et à l'ingérence russe qui, estime-t-il, demeure mal comprise par l'Occident : celui-ci confondrait la cause et la conséquence, et accorderait trop d'importance à l'argent – qui circule pourtant bien, même si les traces n'en sont pas toujours repérables en France. Le chercheur aurait pu utilement développer, d'une part, le cas de la Géorgie, où l'infiltration de la classe politique et des élites religieuses permet à la Russie, sans actions militaires, de prendre ou de reprendre le contrôle d'un pays dont la population souhaite se rapprocher de l'Europe occidentale, et, d'autre part, celui de l'ancien

chancelier allemand Gerhard Schröder, grassement, publiquement et légalement payé par la Russie poutinienne, celle-ci ayant souhaité illustrer, aux yeux de tous, les bénéfices à tirer d'une soumission affichée, désormais appelée par des Russes « schröderisation ». D'ailleurs, ce sont « les formes de la soumission » qu'examine Stoczkowski dans son avant-dernier chapitre – et il s'y rapproche de propos jadis tenus par le dissident russe Vladimir Boukovski : la perestroïka n'était pas, comme l'Occident voulait le croire, la manifestation d'une volonté de démocratisation. Les dirigeants russes actuels ne le cachent d'ailleurs plus : ils sont en lutte contre les démocraties, et la guerre menée par la Russie en Ukraine n'est qu'un élément de ce combat. Beaucoup de pseudo-« réalistes » occidentaux ne l'ont pas encore pleinement compris, notamment dans le monde économique. Or, souligne Stoczkowski, les récentes évolutions politiques aux États-Unis rendent plus dangereuse que jamais la situation de nos démocraties européennes – et il parle de leur « avenir incertain » (p. 213) : Trump « a brutalement attaqué la démocratie ukrainienne », et Vance s'en est « pris à la démocratie européenne » (p. 180).

Combattre pour l'avenir de nos démocraties

Il faut donc lire et relire ce livre : son auteur connaît à la perfection les mondes politique et intellectuel français, leurs forces et leurs faiblesses, mais aussi le fonctionnement de la Russie et les pratiques de l'Union soviétique – ce qu'il démontre notamment dans son « post-scriptum » sur les suites des accords de Yalta. Ce livre irritera sans doute ceux qui n'ont pas cette double culture et qui ont le plus tendance à « penser comme Poutine », en occultant des réalités dérangeantes et en serinant des narratifs remontant parfois à des décennies – voire même à la Russie impériale. Il n'en est que plus nécessaire. Il pourra dérouter tant il est riche d'éléments factuels, de données chiffrées, de rappels historiques, et il suscitera des débats animés, sur l'articulation entre convictions, corruption, *fake news* et propagande, et sur l'aide que l'analyse du passé apporte à la compréhension de ces phénomènes. En tout cas, ce travail est une arme précieuse dans le combat qui bat son plein aujourd'hui entre les démocraties et ceux qui sont prêts, *de facto*, à voir celles-ci s'incliner devant des autocrates à la violence illimitée.